



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIGER (SAS)

Le Parco, Boulevard Auguste Le Goff
56500 Locminé

Références : LH/VLF/E/2024
Code AIOT : 0005517811

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement LIGER (SAS) implanté Boulevard Auguste Le Goff - 56500 Locminé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGER (SAS)
- Le Parco, Boulevard Auguste Le Goff 56500 Locminé
- Code AIOT : 0005517811
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS LIGER exploite une unité de méthanisation, une installation de production de biocarburant (bioGNV) et une installation de cogénération pour la production d'électricité et de chaleur. Elle emploie 8 personnes.

L'unité de méthanisation, située à Locminé, est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2013, au titre des rubriques n° 3532, n° 2781-1a, n° 2781-2 et n° 2910-B-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection du 25 avril 2024 s'inscrit dans le cadre d'une action coup de poing visant à s'assurer que l'exploitant qui détient des produits dangereux (y compris des déchets dangereux) tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux présents dans l'enceinte de son établissement, avec un plan général des stockages (éléments utiles pour le SDIS en cas d'accident ou d'incendie).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stock de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article 7-1-2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article 7-4-5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un registre des produits dangereux qu'il convient de compléter en intégrant l'ensemble des produits dangereux présents sur le site (atelier, laboratoire, extérieurs...), ainsi qu'en renseignant les mentions de danger et les volumes maximums de stockage de chacun de ces produits.

Il doit réaliser un plan général des stockages.

Il appartient à l'exploitant d'évacuer immédiatement les eaux pluviales contenues dans les bacs de rétention et de veiller au maintien permanent de leur potentiel de rétention. Ces bacs doivent être suffisamment dimensionnés pour recueillir les produits dangereux stockés dessus en cas de déversement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stock de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article 7-1-2
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des produits dangereux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté un registre des produits dangereux détenus dans l'atelier et le laboratoire, ainsi que les fiches de données de sécurité associées à ces produits. Ce registre n'intègre pas toutefois le volume des contenants, ni certains produits présents sur le site tel que l'hypochlorite de sodium. L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des stockages.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le pétitionnaire intégrera l'ensemble des produits dangereux présents dans l'emprise de l'installation au registre des produits dangereux. Ce registre mentionnera les volumes de chaque produit dangereux détenu en précisant les mentions de danger associées. Le pétitionnaire produira un plan général des stockages qu'il transmettra à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article 7-4-5
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : L'opération de contrôle s'est focalisée sur les stockages extérieurs de produits dangereux situés à l'extérieur. Les substances et préparations dangereuses, notamment l'hypochlorite de sodium (avec les mentions de danger H314-provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions des yeux, H400-très toxique pour les organismes aquatiques), sont contenues dans des Grands Récipients Vrac (GRV) de 1 000 L posés sur des bacs de rétention. Par ailleurs, les bacs de rétention situés au nord-ouest du site, non abrités, sont remplis par des eaux pluviales, ce qui induit une réduction de leur capacité de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure que les volumes de rétention répondent aux règles prévues à l'article 7.4.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé pour accueillir les substances et préparations dangereuses stockées au-dessus en cas de déversement. Il doit évacuer les eaux pluviales contenues dans les bacs de rétention afin que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours